COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 16 JANVIER 2020

L'an DEUX MILLE VINGT LE 16 JANVIER à 21 heures,
Le Conseil Municipal, sur convocation en date du 10 JANVIER 2020, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de **Madame Louise MORAND, doyenne de l'assemblée puis de Monsieur Pascal WAILL, Maire de Linas nouvellement élu.**

ETAIENT PRESENTS :

Mesdames BAUSMAYER, ONILLON, OZEEL, PIRES, Messieurs JULIÉ, MACEL, MATIAS, **Adjoint.**

Mesdames CARTALADE, CUNIoT-PONSARD, KOELSCH, LECLERC, PICHOT, RAVEL, ROGER, SENIA, SUFFISSEAU, THIOT, VANHOVE, Messieurs BARSANTI, HERTZ, LARDIERE, MICHAUD, PECASTAING, SOTCHE, **Conseillers.**

ABSENTS :

Madame BRUNEL donne pouvoir à Monsieur MATIAS,
Monsieur FLORAND donne pouvoir à Monsieur MACEL,
Monsieur DESGATS.

Madame Louise MORAND, doyenne de l'assemblée après avoir procédé à l'appel, des adjoints et des conseillers municipaux, et constaté que le quorum était atteint, annonce que l'assemblée peut valablement délibérer, désigne Madame Jacqueline CARTALADE, secrétaire de séance et installe Madame Michèle VANHOVE, conseillère municipale entrante.

RAPPEL DE L'ORDRE DU JOUR DE LA SEANCE

1. Election du Maire ;
2. Détermination du nombre d'adjoints ;
3. Election des Maires-Adjoints ;
4. Délégation permanente ;
5. Indemnités de fonctions des élus ;
6. Composition du Conseil d'administration du CCAS ;
7. Composition de la CAO ;
8. Désignation des représentants dans les instances extérieures.

**1 – ELECTION DU MAIRE
Délibération n° 01/20**

Madame la Doyenne préside l'Assemblée. Elle rappelle au Conseil Municipal que Monsieur François PELLETANT a démissionné de ses fonctions le 9 janvier dernier. Cette démission, qui a été acceptée par Monsieur le Préfet de l'Essonne le 10 janvier, implique, selon l'article L 2122-14 du CGCT, l'élection d'un nouveau Maire.

Avant tout, et conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du CGCT, il faut procéder à la nomination d'un(e) secrétaire de séance. Il est proposé de désigner Madame CARTALADE pour assurer ces fonctions.

Madame la Doyenne procède à l'appel nominal.

Il est procédé à un appel de candidatures à la fonction de Maire.

Seul Monsieur Pascal WAILL présente sa candidature.

Puis il est procédé au vote à bulletin secret. Chaque conseiller municipal, après appel de son nom, remet un bulletin de vote fermé sur papier blanc.

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

- Nombre de bulletins : 28 ;
- Bulletins blancs ou nuls : 1
- Suffrages exprimés : 27
- Majorité absolue (27 divisé par 2, arrondi à l'entier supérieur) : 14

A obtenu :

Monsieur Pascal WAILL : DIX HUIT (18) voix ;

Le Conseil Municipal,

PROCLAME Monsieur Pascal WAILL Maire de la Commune de Linas, qui est immédiatement installé dans ses fonctions ;

AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

2 – NOMBRE D'ADJOINTS **Délibération n° 02/20**

Monsieur le Maire rappelle les dispositions de l'article L 2122-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, : « *Quand il y a lieu, pour quelque cause que ce soit, à une nouvelle élection du maire, il est procédé à une nouvelle élection des adjoints* ».

Par ailleurs, l'article L.2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le Conseil Municipal détermine librement le nombre d'adjoints sans que celui-ci puisse excéder 30 % de l'effectif légal du Conseil Municipal.

Ce pourcentage donne pour la commune un effectif maximum de huit adjoints, pour un effectif légal de 29 membres.

Eu égard à la consistance des délégations nécessaires à une bonne gestion des affaires communales,

LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRES EN AVOIR DEBATTU,
A LA MAJORITÉ, moins 3 VOTES CONTRE (Liste LINAS AVANT TOUT) et 6
ABSTENTIONS (listes OXYGENE et LINAS AUTREMENT),

FIXE à HUIT (08) le nombre d'adjoints à Monsieur le Maire ;

AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

3 – ELECTION DES MAIRES ADJOINTS Délibération n° 03/20

Monsieur le Maire rappelle que les adjoints sont élus, parmi les membres du conseil municipal, au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel (article L 2122-7-2 du CGCT). Ce vote se déroulera dans les conditions suivantes :

Ce vote a lieu à bulletin secret (article L 2122-4 du CGCT).

Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est alors procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a alors lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, l'élection est acquise au bénéfice de la liste dont les candidats ont la moyenne d'âge la plus élevée.

Sont proclamés élus l'ensemble des candidats de la liste ayant remporté l'élection. La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 est venue modifier l'article 2122-7-2 du CGCT portant sur les règles de présentation d'une liste de candidats aux postes d'adjoints et Maire, en imposant une alternance Homme/Femme.

Eu égard à ce qu'il précède, il est proposé au Conseil municipal

VU le CGCT, et notamment les articles L 2122-4 et L 2122-7-2 du CGCT ;

DE PROCEDER à l'élection des Maires-adjoints au sein du Conseil municipal par vote à bulletins secrets, au scrutin de liste, sans panachage ni vote préférentiel

Dépôts des listes : les listes en présence sont invitées à présenter leurs candidats, si possible avant le Conseil municipal. A défaut, une interruption de séance sera effectuée.

APRES INTERRUPTION DE SEANCE ;

La seule liste de candidats présentée est :

Liste « LINAS NOUS RASSEMBLE »	
1	Madame Simone ONILLON
2	Monsieur Bernard JULIÉ
3	Madame Florence OZEEL
4	Monsieur Rui MATIAS
5	Madame Aurélie BAUSMAYER
6	Monsieur François-Xavier MACEL
7	Madame Sandrine PIRES
8	Monsieur Luc PECASTAING

Il est procédé à un vote à bulletin secret.

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

- Nombre de bulletins : 28
- Bulletins blancs ou nuls : 4
- Suffrages exprimés : 24
- Majorité absolue (24 divisé par 2, arrondi à l'entier supérieur) : 13

A obtenu :

Liste « LINAS NOUS RASSEMBLE »
17 voix

Le Conseil Municipal,

PROCLAME élus les membres suivants :

**Madame Simone ONILLON, Première adjointe ;
Monsieur Bernard JULIÉ, Deuxième adjoint ;
Madame Florence OZEEL, Troisième adjointe ;
Monsieur Rui MATIAS, Quatrième adjoint ;
Madame Aurélie BAUSMAYER, Cinquième adjointe ;
Monsieur François-Xavier MACEL, Sixième adjoint ;
Madame Sandrine PIRES, Septième adjointe ;
Monsieur Luc PECASTAING, Huitième adjoint.**

AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

4 – DELEGATION PERMANENTE AU MAIRE Délibération n° 04/20

Monsieur le Maire informe que le Code Général des Collectivités Territoriales permet au Conseil municipal de déléguer la prise de certaines décisions au Maire de la Commune.

La délégation permet une prise de décision réactive et rapide sans que le Conseil Municipal ne soit entièrement dessaisi de ces questions. En effet, le Maire rendra compte, à chaque Conseil, des décisions qu'il a prises sur le fondement de sa délégation.

Il est également possible de subdéléguer l'exercice de ces compétences aux Maires-adjoints, dans les domaines intéressant leur délégation ainsi qu'à tout conseiller municipal, directeur et responsable de service.

VU l'article L 2122-22 du CGCT,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRES EN AVOIR DELIBÉRÉ,
A MAJORITÉ, moins 07 VOTES CONTRE (Listes OXYGENE et LINAS AUTREMENT) et 03
ABSTENTIONS (Liste LINAS AVANT TOUT),**

AUTORISE Monsieur le Maire, par voie de délégation permanente et pour la durée de son mandat à :

1° **ARRETER ET MODIFIER** l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2° **FIXER** dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

3° **PROCEDER** à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au A de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du C de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires dans les conditions suivantes :

Les emprunts pourront être :

- à court, moyen ou long terme,
- libellés en euro ou en devise,
- avec possibilité d'un différé d'amortissement et/ ou d'intérêts,
- au taux d'intérêt fixe, et/ ou indexé (révisable ou variable), à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière,

En outre, le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et ou de consolidation par mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la faculté de modifier la devise,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement,

Par ailleurs, le Maire pourra à son initiative exercer les options prévues par le contrat de prêt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus,

La délégation accordée au présent point n° 03 prendra fin au 1^{er} mars 2020.

4° **PRENDRE** toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° **DECIDER** de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° **PASSER** les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° **CREER, MODIFIER ou SUPPRIMER** les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° **PRONONCER** la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° **ACCEPTER** les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° **DECIDER** l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° **FIXER** les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° **FIXER**, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° **DECIDER** de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° **FIXER** les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° **EXERCER**, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;

16° **INTENTER**, au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants ;

17° **REGLER** les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux à hauteur de 30 000 euros ;

18° **DONNER**, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° **SIGNER** la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code ;

20° **REALISER** les lignes de trésorerie dans les conditions suivantes : Ces ouvertures de crédit seront d'une durée maximale de 12 mois dans la limite d'un montant annuel de 500 000 euros, à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière et comporteront un ou plusieurs index parmi les index suivants - EONIA, T4M, EURIBOR - ou un TAUX FIXE ;

21° **EXERCER ou DELEGUER**, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code ;

22° **PRENDRE** les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

23° **AUTORISER**, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

24° **DEMANDER** à tout organisme financeur l'attribution de subventions pour un montant maximum de 50 000 euros ;

25° **PROCEDER** au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux dans les limites suivantes :

- Pour les Déclarations Préalables : sans limites
- Pour les permis de construire : construction ou transformation d'un bâtiment dont l'emprise au sol n'excède pas 150 m² ;
- Pour les permis d'aménager et les permis de démolir non adossés à un PC : restent soumis à délibération du conseil ;

26° **EXERCER** au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

27° **OUVRIR et ORGANISER** la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement ;

AUTORISE le Maire à déléguer ces compétences à un Maire-Adjoint ayant reçu délégation expresse dans la matière faisant l'objet de la décision ;

AUTORISE le Maire à déléguer sa signature dans les matières sus-énumérées au Directeur général des services, au Directeur des services techniques et aux responsables de services communaux au sens de l'article L. 2122-19 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

5 – INDEMNITES DE FONCTIONS DES ELUS

Délibération n° 05/20

Monsieur le Maire informe l'assemblée que les indemnités de fonction du Maire et des adjoints sont fixées par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal 1015 de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Les indemnités des fonctions d'élus doivent respecter les dispositions légales suivantes :

1. Les indemnités de fonction pour les adjoints et les conseillers municipaux délégués ne peuvent être versées que pour l'exercice effectif d'une délégation ;
2. L'enveloppe globale de rémunération des élus ayant une délégation se calcule en ajoutant le taux maximum du Maire aux taux maximums de l'ensemble de ses adjoints ayant reçu une délégation, (55 % + (8 x 22 %) = 231 %, dans le cas de 8 adjoints délégués)
3. Les indemnités de fonction du maire sont fixées par l'art L 2123-23, soit 55% maxi de l'indice de référence (indice terminal de la fonction publique).
4. Les indemnités de fonction des adjoints sont fixées par l'article L2123-24 – I), soit 22% maxi de l'indice de référence.
5. Les indemnités de fonction des conseillers délégués s'il y en a, sont fixées par l'article L2123-24-1-III, dans la limite de l'enveloppe globale (cf 2 ci-dessus) et au maximum égales à 6%.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRES EN AVOIR DELIBÉRÉ,
A LA MAJORITÉ, moins 03 VOTES CONTRE (Liste OXYGENE) et 07 ABSTENTIONS
(Listes LINAS AVANT TOUT et LINAS AUTREMENT),**

FIXE le taux de l'indemnité maximum des élus en pourcentage de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique (indice 1015), de la façon suivante :

FONCTIONS	PRENOM - NOM	TAUX 2020
Le Maire	Monsieur Pascal WAILL	54.70 %
1 ^{er} Adjointe	Madame Simone ONILLON	21.70 %
2 ^{ème} Adjoint	Monsieur Bernard JULIÉ	21.70 %
3 ^{ème} Adjointe	Madame Florence OZEEL	20.00 %
4 ^{ème} Adjoint	Monsieur Rui MATIAS	21.70 %
5 ^{ème} Adjointe	Madame Aurélie BAUSMAYER	20.00 %
6 ^{ème} Adjoint	Monsieur François-Xavier MACEL	21.70 %
7 ^{ème} Adjointe	Madame Sandrine PIREZ	10.70 %
8 ^{ème} Adjoint	Monsieur Luc PECASTAING	5.70 %
Conseillère déléguée	Madame Véronique LECLERC	5.70 %
Conseillère déléguée	Madame Martine SENIA	5.70 %

DIT que cette indemnité sera versée à compter de la date de prise de fonctions ;

DIT que les dépenses en résultant seront inscrites au chapitre 65 du budget de la Commune.

6 – COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS **Délibération n° 06/20**

Monsieur le Maire rappelle que, conformément aux dispositions contenues dans le Code de l'Action Sociale et des Familles, les Centres Communaux d'Action Sociale (C.C.A.S.) sont administrés par un Conseil d'Administration comprenant, outre le Maire, président de droit, des membres élus par le Conseil Municipal en son sein et, en nombre égal des membres nommés par le Maire.

Le nombre des membres de l'ancien Conseil d'Administration du C.C.A.S. de la Ville de Linas est actuellement de 16, outre le président, soit 8 membres élus par le Conseil Municipal et 8 membres nommés par le Maire.

Il est proposé au Conseil municipal d'élire les 8 conseillers qui siégeront au C.C.A.S de la Ville de Linas.

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L. 123-6 et R123-7 et suivants,

APRES INTERRUPTION DE SEANCE,

Les listes de candidats présentées sont :

	LINAS NOUS RASSEMBLE	LINAS AVANT TOUT	OXYGENE
1	Simone ONILLON	Anne PICHOT	Francine KOELSCH
2	Sandrine PIRES	Christian LARDIÈRE	Mireille CUNYOT-PONSARD
3	Louise MORAND	Stéphanie RAVEL	Claudine SUFFISSEAU
4	Jacqueline CARTALADE		
5	Florence OZEEL		
6	François-Xavier MACEL		
7	Aurélie BAUSMAYER		
8	Michèle VANHOVE		
9	Bernard JULIÉ		

LE CONSEIL MUNICIPAL, A L'UNANIMITÉ,

FIXE à HUIT (08) le nombre de membres élus du Conseil municipal au sein du Conseil d'administration du CCAS.

LE CONSEIL MUNICIPAL, PAR UN VOTE A BULLETIN SECRET, AU SCRUTIN DE LISTE, À LA REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE AU PLUS FORT RESTE, SANS PANACHAGE NI VOTE PRÉFÉRENTIEL,

PROCEDE à l'élection des 8 membres élus du Conseil d'Administration du CCAS :

Nombre de votants : 28

Sièges à pourvoir : 8

Bulletins blancs ou nuls : 5

Nombre de suffrages exprimés : 23

Quotient électoral (suffrages exprimés/sièges à pourvoir) : 2.875

	Voix	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	total
Liste 1 : Linass nous rassemble	17	5	1	6
Liste 2 : Linass avant tout	3	1	0	1
Liste 3 : Oxygène	3	1	0	1

PROCLAME élus les membres suivants :

Simone ONILLON
Sandrine PIRES
Louise MORAND
Jacqueline CARTALADE
Florence OZEEL
François-Xavier MACEL
Anne PICHOT
Francine KOELSCH

7 – COMPOSITION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES Délibération n° 07/20

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal qu'il convient d'élire une nouvelle commission d'appel d'offres qui sera composée du Maire, président de droit, et de cinq membres élus par l'assemblée délibérante en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il est proposé au Conseil municipal d'élire les 5 conseillers qui siégeront à la CAO de la Ville de Linas.

Après interruption de séance, la liste de candidats présentée est :

Liste commune		
	Membres titulaires	Membres suppléants
1	Louise MORAND	Rui MATIAS
2	Jacqueline CARTALADE	Martine SENIA
3	François-Xavier MACEL	Michel FLORAND
4	Véronique LECLERC	Stéphanie RAVEL
5	Christian LARDIERE	Anne PICHOT

**Après lecture donnée par Monsieur le Maire,
LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRES EN AVOIR DEBATTU,
A LA MAJORITÉ, moins 3 VOTES CONTRE (Liste OXYGENE) et 5 ABSTENTIONS (liste
LINAS AUTREMENT et Madame ROGER),**

PREND ACTE de l'élection des membres titulaires et membres suppléants suivants au sein de la Commission d'appel d'offres :

Liste commune		
	Membres titulaires	Membres suppléants
1	Louise MORAND	Rui MATIAS
2	Jacqueline CARTALADE	Martine SENIA
3	François-Xavier MACEL	Michel FLORAND
4	Véronique LECLERC	Stéphanie RAVEL
5	Christian LARDIERE	Anne PICHOT

**8 - DESIGNATION D'ELUS POUR REPRESENTER LA VILLE
DANS LES INSTANCES EXTERIEURES
Délibération n° 08/20**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que le conseil municipal doit procéder à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du CGCT et les textes régissant ces organismes.

VU l'article L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRES EN AVOIR DELIBÉRÉ,
A LA MAJORITÉ, moins 06 ABSTENTIONS (Liste OXYGENE, Madame THIOT,
Messieurs HERTZ et MICHAUD),**

DESIGNE les représentants de la Ville dans les instances extérieures, à savoir :

• **SIRM**

Titulaires : 3 membres	Suppléants : 3 membres
Pascal WAILL	François-Xavier MACEL
William BARSANTI	Rui MATIAS
Bernard JULIÉ	Martine SENIA

• **CONSEIL D'ECOLE**

2 membres
Titulaire : Aurélie BAUSMAYER
Suppléante : Sandrine PIRES

- **CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE**

Titulaires : 5 membres
Rui MATIAS
Simone ONILLON
Jacqueline CARTALADE
Aurélien BAUSMAYER
Véronique LECLERC

- **SIGEIF**

2 membres
Délégué titulaire : William BARSANTI
Délégué suppléant : Bernard JULIÉ

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h10.

AFFICHE LE ! 22/01/2020